

*Les subsides*

Nombreux sont ceux d'entre nous qui s'intéressent à l'énergie sous toutes ses formes, y compris l'énergie atomique. J'ai dans ma propre circonscription un laboratoire de recherche où des hommes et des femmes effectuent un travail extraordinaire.

La capacité des pays occidentaux de progresser du point de vue technique, que ce soit dans le domaine de l'énergie atomique ou dans celui de la chimie, ne semble avoir de limites que celles de l'esprit humain. Nous sommes parfois assujettis à des contraintes financières, mais la capacité de progresser est absolument primordiale. Cependant, les considérations d'éthique et de morale ont souvent du mal à suivre le mouvement, et semblent même accuser un certain retard. Ce n'est pas tellement que nous nous désintéressions de ces considérations, mais bien souvent nous les maintenons à l'écart dans nos décisions concernant la recherche et le développement. Ce n'est pas que nous refusions d'en tenir compte, mais les autres considérations sont si importantes que nous les oublions. Cela nous est préjudiciable, et je le dis très sincèrement. En tant que société, notre devoir est de nous assurer que l'incidence inévitable ne ruine pas notre environnement. Nous ne devons pas l'endommager au point qu'il ne puisse plus assurer notre subsistance et celle des générations à venir. Comme nous le savons tous, c'est notre environnement qui nous fournit la nourriture, les forêts, l'eau, l'air et tout le reste dont nous avons besoin.

En tant que société, nous libérons dans l'environnement, de propos délibéré ou par inadvertance, des quantités énormes de produits chimiques. Le problème n'est pas nouveau; la question n'est pas nouvelle. Cependant, nous nous en inquiétons tous. Au nom du ministre de l'Environnement, je voudrais donc faire savoir que le gouvernement entend agir. Nous travaillons de concert avec les États-Unis, avec certains États comme celui de New York, en vue de solutionner de façon permanente certains problèmes, comme par exemple la fuite de produits toxiques à partir des puits d'enfouissement le long de la rivière Niagara. Nous collaborons avec différents niveaux de gouvernement pour réduire les déversements de dioxines de toutes provenance. De concert avec nos collègues fédéraux et provinciaux, nous cherchons de meilleurs moyens de contrôler les pesticides.

Notre point de vue, nous devons le présenter avec vigueur et à diverses tribunes. Cependant, nous devons de toute nécessité tenir compte du fait que les techniques nous fournissent les moyens de détecter la présence de dioxines. Il y a à peine un an, nous en étions incapables. Je sais que le ministre de l'Environnement a tenté de situer dans la perspective qui convient par exemple le niveau de dioxine en l'exprimant sous forme d'une seconde au regard de 32 siècles. D'un autre point de vue, et pour préciser la chose à l'intention des députés, je dirai que les fonctionnaires de mon ministère le mesuraient il y a un an en parties par milliard. Un an ou deux auparavant, ils le mesuraient en parties par million. Maintenant, nous sommes capables de le mesurer en parties par quadrillion. Par conséquent, grâce aux nouveaux appareils de mesure plus précis, nous sommes capables de les détecter.

Tout ce que je dis, c'est que nous devons signaler ces aspects. Très souvent, lorsque les citoyens entendent parler de cette situation, ils s'inquiètent, et avec raison. Afin de résoudre les problèmes et d'informer la population, nous devrions les présenter dans ce contexte de façon à pouvoir trouver des solutions.

Je sais que certaines personnes ont exprimé leur inquiétude à ce sujet. Le député de Windsor-Walkerville (M. McCurdy) est au courant de la réunion publique qui a eu lieu cette fin de semaine à Windsor au sujet des questions environnementales. C'était une nouvelle preuve que les gens s'inquiètent de la situation dont nous traitons aujourd'hui.

En tant que gouvernement et avec la collaboration du secteur, nous avons procédé à l'examen des précautions et des mesures de sécurité en vigueur sur les sites industriels partout au Canada, de façon à prévenir les terribles tragédies comme celle de Bhopal. Au nom du ministre de l'Environnement, je me réjouis d'annoncer à la Chambre que le ministre va communiquer ce projet aux Canadiens très bientôt à son retour à la Chambre.

Par ailleurs, de concert avec les gouvernements provinciaux, nous avons mis au point un plan d'action pour éliminer le BPC de l'environnement canadien. Nous collaborons à l'enlèvement des produits chimiques en provenance des sites d'enfouissement et des installations de stockage. Nous allons également faire réduire de 45 p. 100 au cours de la prochaine décennie les polluants provenant des voitures et des camions légers. Ces polluants non seulement nuisent à la santé des Canadiens mais, comme nous le savons tous, contribuent aux pluies acides. Personne n'a été plus actif, monsieur le Président, que le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling), qui est présent à la Chambre aujourd'hui. Monsieur le Président, j'en vois certains qui portent des macarons à leur boutonnière réclamant qu'on mette fin aux pluies acides. Eh bien, je peux vous dire que le député de Parry Sound-Muskoka ne porte pas de ces macarons, il agit. Il n'arrête pas d'accrocher à ce sujet les députés ministériels, le ministre de l'Environnement ou le ministre de la Santé. C'est son travail, et il le fait bien. Nous avons tous à le féliciter pour le travail qu'il accomplit.

• (1220)

En moins de six mois, le gouvernement a institué un programme d'ensemble fédéral-provincial visant à réduire de moitié les émanations de dioxyde de soufre d'ici 1994. Nous prenons des mesures en vue d'éliminer le plomb de l'essence, un danger très réel pour les enfants. Il s'agit de problèmes urgents auxquels le gouvernement s'emploie à remédier. Le gouvernement est résolu à résoudre une fois pour toutes ces problèmes qui tracassent les Canadiens depuis tant d'années. Les produits chimiques toxiques sont un de ces problèmes auxquels nous préparons des solutions permanentes, comme je viens de le dire.

Nous savons tous à quel point ces problèmes écologiques sont onéreux, tant sur le plan de la sécurité publique que sur le plan financier. La structure même de notre économie industrielle est frappée par le coût énorme des mesures à prendre pour réparer les erreurs du passé concernant les produits chimiques. Par exemple, la Dow Chemicals a dû dépenser près de un million et demi de dollars pour nettoyer les amas de substances toxiques dans la St. Clair, et les gouvernements fédéral et provincial ont, calcule-t-on, dépensé environ un million de plus. Ces sommes, nous le reconnaissons sans doute tous, auraient pu être dépensées dans notre économie de façon plus productive qu'à nettoyer des dégâts après coup.